

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 25 mars 2026

Nouvelle du bled.

La roupie indienne figurait parmi les plus mauvaises performances lundi, la paire USD/INR (US dollar/Roupie indienne – J-C) progressant de 0,3% et franchissant pour la première fois la barre des 94 roupies (Contre l'euro c'est plus de 100 roupies. – J-C).

L'Inde est considérée comme l'un des pays les plus vulnérables aux perturbations de l'approvisionnement en pétrole et en gaz, la hausse des prix du pétrole devant peser lourdement sur la roupie.

Des médias locaux ont également fait état d'une pénurie de gaz qui se profile dans le pays. L'Inde importe environ 80% de sa consommation de pétrole et de gaz, l'essentiel de ses livraisons provenant du Moyen-Orient.

Néanmoins, des baisses plus marquées de la roupie ont été freinées par l'intervention continue de la Reserve Bank of India sur les marchés des changes. Investing 23 mars 2026

J-C – J'en déduis, que le montant de la misérable retraite que je vais percevoir le mois prochain devrait encore augmenter, cela compensera en partie la hausse des prix. A suivre

C'est long à lire, mais très instructif sur la pourriture du vieux monde.

Epstein, Barak, Chomsky et les autres : l'eugénisme des élites, par Tahar Lamri - Fausto Giudice 26 février 2026

Plus qu'un violeur de femmes et de fillettes et qu'un maître chanteur en série, Jeffrey Epstein était un idéologue de la suprématie raciale. Avec son cercle d'interlocuteurs, il poursuivait une vision eugéniste lucide.

<https://faustotounsi.substack.com/p/epstein-barak-chomsky-et-les-autres>

Lu.

Il ne fait aucun doute que les dirigeants du monde occidental sont pleinement conscients de l'accouchement géopolitique qui vient d'avoir lieu et font tout leur possible pour assassiner le

nouveau-né. Ils ont deux plans, le néoconservatisme et le mondialisme, pour atteindre le même objectif, qui n'est autre que de maintenir la suprématie occidentale, l'unipolarité, et d'accroître l'hégémonie et le pouvoir exercés par l'impérialisme effréné des États-Unis et de leurs acolytes sionistes et européens.

J-C – Dans quelles conditions ou à cause de quoi est plus intéressant, selon moi.

Comme ils ne peuvent plus rivaliser avec leurs concurrents sur le plan économique, ils recourent à l'abus de pouvoir sur le plan politique et militaire pour compenser, en se livrant à des guerres de rapine ou de brigandage comme aux siècles antérieurs...

Lu.

Si l'Occident tente aujourd'hui de préserver un ordre ancien avec des moyens de moins en moins convaincants, il n'est pas impossible que des adversaires comme l'Iran renforcent leur identité précisément en réaction à cette pression. Ce qui, pour l'Occident, vise à la neutralisation, peut être vécu par l'autre comme la confirmation de sa mission historique. En ce sens, la guerre peut parfois renforcer l'adversaire idéologiquement plus que le détruire politiquement.

C'est là l'élément tragique de la géopolitique actuelle. L'Occident utilise les instruments de son ancienne hégémonie pour ralentir l'émergence d'une nouvelle réalité multipolaire, mais ce faisant, il accélère peut-être justement la transition vers cette nouvelle réalité. Chaque intervention ratée, chaque surestimation des capacités militaires, chaque sous-estimation de l'adversaire et chaque nouvelle escalade affaiblit encore plus l'aura d'une domination qui allait de soi. La guerre contre l'Iran risque donc de devenir plus qu'un simple conflit régional. Elle pourrait devenir le moment où il devient visible que l'Occident dispose certes toujours d'un pouvoir immense, mais n'a plus la capacité incontestée d'imposer des résultats politiques.

La limite de l'Occident

La question fondamentale n'est donc pas seulement de savoir si l'Iran peut être militairement endommagé. Cela, nul n'en doute. La vraie question est celle d'une victoire politique durable. Peut-on obliger le pays à se soumettre sans déclencher une guerre qui déstabiliserait la région, le marché de l'énergie et les relations entre grandes puissances? Peut-on renverser le régime sans créer un vide dans lequel milices, conflits ethniques, tensions sectaires et puissances étrangères déchireraient le pays pendant des décennies? Peut-on attaquer un État-civilisation doté d'une forte identité historique, d'une structure interne complexe et d'un poids géopolitique qui attire les grandes puissances, sans que la confrontation ne devienne beaucoup plus ample que prévu?

À toutes ces questions, la réponse honnête est qu'il n'existe aucune certitude positive simple. Au contraire, tout indique que la guerre contre l'Iran n'a pas d'issue stratégique claire. Une victoire rapide est peu probable, une occupation prolongée presque impensable, un changement de régime sans chaos hautement improbable, et un retrait sans perdre la face est politiquement très difficile. C'est précisément ce qui rend ce conflit si dangereux. L'Occident s'est peut-être enfermé dans une guerre trop vaste pour être gagnée et trop importante pour être abandonnée sans dégâts majeurs.

C'est peut-être là le sens le plus profond de cette guerre. Non pas qu'il soit impossible de causer destruction, mais qu'elle révèle une limite. La limite de l'idée que le monde puisse encore être gouverné depuis un seul centre. La limite de la conviction que les sociétés peuvent être redessinées

de l'extérieur comme s'il s'agissait de structures techniques. Et, finalement, la limite du pouvoir occidental lui-même. L'Iran n'est pas seulement une cible, mais un miroir. Dans ce miroir, l'Occident voit peut-être, pour la première fois depuis longtemps, non seulement un ennemi, mais aussi la fin de sa propre évidence.

J-C – Il n'y a pas d'issue à la crise du capitalisme, la putréfaction ou le socialisme.

Décryptage.

Scott Ritter - Que tout cela résulte de l'erreur de calcul grotesque des États-Unis, qui ont décidé, avec Israël, de lancer une attaque surprise contre l'Iran sans aucune justification juridique, éthique ou intellectuelle, semble avoir échappé à ceux qui ont perpétré cette guerre d'agression illégale — tout comme à ceux qui sont restés les bras croisés pendant des mois, alors même que les agresseurs proclamaient ouvertement leurs intentions.

J-C - Depuis quand pour déclencher une guerre de rapine, il faudrait que l'agresseur fournisse une "*justification juridique, éthique ou intellectuelle*", et puis quoi encore, un mot d'excuse !

Et puis, pourquoi cela devrait-il être une "*erreur de calcul grotesque des États-Unis*", puisqu'ils étaient certains de pouvoir agir en toute impunité sans être inquiétés par un concurrent sérieux, et c'est bien ce qui s'est passé.

Les États-Unis ont agi selon un plan élaboré de longue date, qu'ils ont dû affiner et modifier sans cesse jusqu'au jour de leur attaque contre l'Iran, et compte tenu du nombre phénoménal de missiles et drones que l'Iran avaient accumulés, ils savaient pertinemment que l'Iran ne les avait pas fabriqués pour des prunes, et que le moment venu, il s'en servirait pour cibler les objectifs militaires et économiques américains dans la région qui étaient à sa portée.

99% des commentaires qu'on a lus ou entendus à ce sujet étaient farfelus ou stupides au possible, qu'ils proviennent d'acteurs politiques ou de médias mainstream ou dits alternatifs.

Iran.

Un essaim de missiles iraniens fait suspendre une session de la Knesset - presstv.ir 24 March 2026

Les sirènes ont retenti par centaine et un tir massif a ciblé le centre du régime causant d'importants dégâts à Tel-Aviv mais aussi à Beersheba.

En même temps, une session du Parlement israélien a brusquement été suspendue après qu'un avertissement a été émis par le Commandement du Front intérieur du régime, poussant les parlementaires à se réfugier dans des abris.

Ce dernier tir de missiles iraniens vers le centre d'Israël est le plus important depuis le début de la Guerre de Ramadan, le 28 février, rapportent les médias israéliens. D'après le journal israélien Haaretz, 25 jours s'écoulent depuis le début de la guerre et les bombardements iraniens sur Israël se poursuivent sans cesse.

À Tel-Aviv, un bâtiment a été touché de plein fouet, causant d'importants dégâts.

Les missiles ont ciblé les installations de renseignement israéliennes dans le nord et le centre de Tel-Aviv, ainsi que des centres militaires, commerciaux et de soutien à Ramat Gan et dans le Néguev.

Sept autres sites ont été touchés par des éclats de missiles iraniens, entraînant là aussi des dégâts considérables. L'autoroute centrale qui relie Tel-Aviv au nord du territoire a été également fermée.

Le commandant de la police de Tel-Aviv évoque d'importants dommages aux endroits où ces éclats de missiles iraniens sont tombés.

Les médias israéliens ont par ailleurs fait état d'« explosions massives » dans la région de Beersheba et dans l'ouest du Néguev, ainsi qu'à Arad.

Les équipes de recherche et de sauvetage ont été déployées sur les sites endommagés du sud après qu'un missile iranien a atterri à Beersheba.

Des panaches de fumée épaisse et de feu engloutissent les territoires occupés, forçant plus de deux millions de personnes à se réfugier dans des abris.

Les missiles iraniens de pointe ont une fois de plus démontré l'inefficacité des systèmes anti-aériens de l'ennemi.

Dans son communiqué, le Corps des gardiens de la Révolution islamique a déclaré que la censure systématique d'Israël et le black-out du Pentagone sur les images des frappes iraniennes contre des cibles américaines dans la région révèlent la panique profonde des deux ennemis et leurs tentatives désespérées de dissimuler et de manipuler la vérité.

Les derniers développements.

- Les Gardiens de la Révolution iraniens ont revendiqué avoir tiré des missiles en direction d'Israël, du Koweït, de Bahreïn et de la Jordanie, mercredi 25 mars, selon la télévision d'Etat iranienne.

Cette dernière précise que plusieurs cibles ont été visées dans le nord et le centre d'Israël, notamment à Tel-Aviv, ainsi que deux bases militaires utilisées par les Etats-Unis au Koweït, une autre au Bahreïn et une dernière en Jordanie, à l'aide de *"missiles à guidage de précision à propergol liquide et solide ainsi que de drones d'attaque"*.

- L'Iran a tiré plusieurs missiles de croisière contre l'USS Abraham Lincoln

L'armée iranienne affirme avoir lancé plusieurs missiles de croisière contre le porte-avions américain USS Abraham Lincoln, selon la télévision d'État IRIB, qui cite le chef de la marine iranienne. Selon Téhéran, une partie des missiles a atteint le navire. L'Iran assure suivre les

mouvements du bâtiment et prévient qu'il le frappera chaque fois qu'il entrera dans sa zone de portée.

- Une frappe iranienne près d'une centrale électrique provoque un incendie dans le nord d'Israël

Une salve de missiles iraniens a visé ce 25 mars la région de Hadera, dans le nord d'Israël, où un incendie s'est déclaré après l'impact signalé par plusieurs médias locaux. Des sirènes d'alerte ont retenti dans plusieurs villes du centre et du nord du pays, notamment à Tel Aviv, Hadera et Césarée. Selon les premiers éléments relayés par la presse israélienne, la centrale d'Orot Rabin, principale installation de production d'électricité du pays, aurait été visée sans être directement touchée, le missile étant tombé à quelques kilomètres. Des coupures de courant ont été signalées dans plusieurs secteurs après la frappe.

- Une frappe contre une base dans l'ouest de l'Irak fait au moins sept morts parmi les forces de sécurité

Une frappe menée ce 25 mars contre une base de l'ouest de l'Irak a fait au moins sept morts et 13 blessés parmi les forces de sécurité, selon le ministère irakien de la Défense. Le bombardement a visé des membres du Hachd al-Chaabi, coalition d'anciens paramilitaires intégrant plusieurs groupes pro-iraniens. Selon le ministère, une clinique militaire figure aussi parmi les sites touchés. Les opérations de secours se poursuivaient encore dans la matinée pour tenter de retrouver d'éventuelles victimes supplémentaires sous les décombres.

- Un réservoir en feu à l'aéroport de Koweït.

Un réservoir de carburant de l'aéroport international de Koweït a pris feu après avoir été visé par une attaque de drones, dans la nuit de mardi à mercredi, a annoncé l'Autorité de l'aviation civile de l'émirat. *"D'après les premières informations, les dégâts se limitent à des dommages matériels et il n'y a pas eu de victimes"*, a écrit l'autorité. franceinfo 25 mars 2026

- Plus de 82 000 sites civils endommagés en Iran depuis le début des frappes, selon le Croissant-Rouge

Plus de 82 000 sites civils ont été endommagés en Iran depuis le début des frappes américaines et israéliennes, a affirmé le chef du Croissant-Rouge iranien. Parmi eux figurent plus de 62 000 bâtiments résidentiels, ainsi que près de 19 200 commerces, d'après ce bilan communiqué mardi. Le responsable iranien a également fait état de dégâts sur 281 structures liées à la santé, 498 écoles et 17 centres du Croissant-Rouge, signe de l'ampleur des dommages signalés par Téhéran sur les infrastructures civiles.

- Des B-52 américains décollent désormais de la base britannique de Fairford pour attaquer l'Iran

Des bombardiers américains B-52 ont commencé à décoller de la base de la Royal Air Force à Fairford, au Royaume-Uni, pour participer à des attaques contre l'Iran, selon Fox News. La chaîne ajoute que ces appareils emporteraient notamment des bombes guidées par satellite de près de 900 kg, destinées à frapper des cibles durcies. Reuters a rapporté ces derniers jours que Londres avait autorisé l'usage de bases britanniques, dont Fairford, pour les opérations américaines, et des images de l'agence ont montré une activité de bombardiers sur place. RT 24 et 25 mars 2026

Palestine occupée.

Gaza, une tragédie d'une gravité extrême reléguée au second plan - RT 25 mars 2026

Alors que l'attention des médias se concentre désormais sur la guerre opposant Israël, les États-Unis et l'Iran, la situation à Gaza, largement reléguée au second plan, demeure d'une gravité extrême. Sur le terrain, le conflit ne s'est jamais réellement interrompu. Depuis octobre 2023, les bombardements se poursuivent, avec des phases d'intensité variable mais sans véritable répit pour la population.

Même les périodes présentées comme des cessez-le-feu n'ont pas mis fin aux violences. Des centaines de violations ont été recensées, entraînant de nouvelles pertes humaines et la poursuite des destructions. Chaque semaine apporte son lot de frappes, de blessés et de morts, dans un territoire déjà dévasté par plus de deux ans de guerre.

J-C - Il faut ajouter le Soudan, la RDC et plein d'autres pays dont on n'entend pas ou plus parler, dont la population survit dans des conditions de pauvreté et de précarité généralisée cauchemardesque.

Les occidentaux s'apitoient volontiers sur le sort effroyable que l'impérialisme a réservé au peuple palestinien, mais comme il n'existe pas de solution à la question palestinienne étant donné que son origine est coloniale ou le produit de l'impérialisme, par conséquent elle ne pourra être résolue que le jour où le capitalisme sera renversé, or, personne n'entend s'engager dans ce combat politique, du coup les Palestiniens se retrouvent abandonner à leur tragique sort.

Les limites de l'indignation ou de la mobilisation des occidentaux sont vite atteintes. Ils réagissent émotionnellement ou pour avoir bonne conscience, sans véritable volonté politique d'intervenir sur le plan de la lutte de classe, leur niveau de conscience n'a pas encore atteint ce niveau de maturité politique, hélas !

Russie.

La Russie met en orbite sa constellation de satellites, alternative à Starlink 24 mars 2026

La société aérospatiale russe Bureau 1440 a lancé 16 satellites du système Rassvet, dotés de technologies de communication avancées, avec des liaisons laser et une infrastructure 5G non

terrestre (NTN). Le projet vise 350 satellites en 2027 et 900 à terme, pour fournir un accès à internet aux régions isolées, ainsi qu'aux trains et aux avions.

La Russie, un ennemi confortable - RT 24 mars 2026

Avec l'arrivée de Donald Trump à la présidence américaine, les élites russes ont espéré un changement de ligne politique aux États-Unis, la fin de l'interventionnisme guerrier à travers le monde et un recentrage de l'Administration américaine sur les intérêts nationaux, ce qui était d'ailleurs le programme sur lequel Trump a été élu.

Mais comme chacun le sait, les programmes de campagnes électorales ne sont pas faits pour être appliqués, ils sont faits pour permettre de remporter l'élection... et sont ensuite rapidement rangés au fond d'un tiroir pour être oubliés.

Les États-Unis ne font pas exception à la règle, c'est le principe électoral qui l'impose. Malheureusement. On peut s'en plaindre, le regretter, mais l'oublier serait une erreur stratégique. Tout document publié devient un acte de langage et en tant que tel, il ne traduit pas forcément la volonté profonde du locuteur. Il s'inscrit dans une stratégie politico-communicationnelle, participe de la construction de l'image du locuteur et doit aider à atteindre le but réel qui, lui, reste en général dans l'ombre. Politique oblige.

À l'heure du tout communicationnel, nous avons tendance à l'oublier et à oublier que la communication n'est qu'un instrument de la politique, certes très poussé aujourd'hui, mais que sa capacité à recréer une nouvelle réalité ne dépend que de la volonté des destinataires de cette communication à y croire. La fable du Corbeau et du renard est d'une actualité brûlante.

Beaucoup ont voulu croire en Trump, en un changement significatif de la politique américaine. « *Anchorage* » a vécu ce que vivent les mirages, il est temps de revenir dans la réalité, dans le politique, de sortir de la prison virtuelle.

Dans sa dernière interview, donnée à un média russe, le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov tire un bilan sans concessions de la politique américaine, montrant justement toute la distance qui existe entre les paroles et les actes. Le constat est sans appel : les États-Unis, même sous Trump, ne tiennent pas compte des intérêts de la Russie, ils restent dans une logique de domination totale et d'appropriation par la force des ressources dont ils ont besoin, ne reculant devant rien, ni devant un changement de régime politique ni devant une guerre.

Comme l'affirme Lavrov : la Russie était prête à négocier en Alaska une sortie diplomatique de la guerre atlantiste en Ukraine contre elle, mais désormais les Américains hésitent.

Ils hésitent d'autant plus sur fond d'enlèvement en Iran. Les élections de mi-mandat arrivent aux États-Unis et ceux-ci vont avoir besoin de faire oublier leurs erreurs, échecs, promesses oubliées. Ils vont à nouveau avoir besoin de la guerre en Ukraine, d'un bon vieil ennemi : la Russie. Surtout qu'à la différence de l'Iran, la Russie est un ennemi confortable. Elle a des réponses mesurées et est prête à négocier. Ce qui est interprété par l'Occident atlantiste non pas comme de la sagesse pour éviter une Troisième Guerre mondiale, mais comme de la faiblesse et donc un encouragement à aller toujours plus loin. Par ailleurs, comme l'a déclaré le directeur de la CIA, les États-Unis continuent à aider l'Ukraine, même sur fond de conflit contre l'Iran.

Les États-Unis ne respectent pas les intérêts de la Russie.

Oui. C'est un fait.

Mais pourquoi devraient-ils les respecter ?

L'intérêt national, tout comme les conditions de sécurité, cela s'impose, se conquiert, se défend. En aucun cas, on ne peut les négocier avec succès. Et l'histoire, même récente, le prouve allègrement.

Les États-Unis sont toujours dans une logique de domination. La dimension énergétique est ici secondaire, l'argent et les ressources sont le nerf de la guerre, ils doivent permettre la domination. Grâce à cette « *paix par la force* », qui est une guerre globale ne voulant pas dire son nom, par pudeur, par réalisme : personne ne les soutiendrait, s'ils disaient leur nom. Ce sont donc des « *pacifistes conquérants* ».

Et la domination imposée par ces élites atlantistes ne tolère aucune exception, la Hongrie et la Slovaquie le savent à leur niveau. L'Iran tente de le combattre. La Russie pose le diagnostic. Cette domination reste une forme de totalitarisme, accompagnée d'un néo-colonialisme généralisé. Totalitarisme, car elle englobe toutes les dimensions : non seulement, l'autoritarisme dans la gouvernance, mais impose également un changement de la nature humaine. Et un néo-colonialisme, puisque les territoires extérieurs au Centre de décision sont sommés de servir les intérêts de ce Centre.

Dans ce paradigme, comment les États-Unis pourraient-ils tenir compte des intérêts de la Russie ? Cela n'entre tout simplement pas dans le schéma de la mondialisation, toujours portée par les États-Unis, et finalement par Trump, qu'il le veuille ou non, cela n'a pas finalement que peu d'importance. Ce sont les actes qui comptent et ils parlent d'eux-mêmes.

Le temps de l'illusion arrive à sa fin, s'y accrocher deviendrait dangereux. Nous rêvons tous d'un monde meilleur, mais il est fondamental de se souvenir de la frontière entre le rêve et la réalité. Comme l'écrivait Cioran dans Histoire et utopie : « *Nos rêves d'un monde meilleur se fondent sur une impossibilité théorique. Quoi d'étonnant qu'il faille, pour les justifier, recourir à des paradoxes solides ?* ».

Le paradoxe a été poussé à ses limites raisonnables. Ayant posé la réalité politique en termes justes, la Russie doit en tirer les conséquences. Ce n'est pas le diagnostic, qui soigne le patient, mais le traitement adapté et établi en fonction d'un juste diagnostic.

Ce « *monde meilleur* » dans lequel les intérêts légitimes et souverains de la Russie seraient respectés doit être construit, imposé. Et il ne le sera pas par ceux qui travaillent à la domination et à l'exclusivité des intérêts atlantistes dans le monde.

J-C – Un « *monde meilleur* » qui serait compatible avec les intérêts de la Russie ou des oligarques russes, soit, pour le reste, qu'il nous soit permis d'en douter fortement. Idem pour la Chine.

Mon commentaire envoyé à RT.

Le totalitarisme "*accompagnée d'un néo-colonialisme généralisé*" est l'unique réponse à la disposition des tenants du capitalisme, elle témoigne de l'impossibilité de réformer le capitalisme et de satisfaire les besoins sociaux de tous les peuples, ou à affronter la crise qui le ravage autrement

qu'en recourant à la force ou à la guerre contre tous les exploités et les opprimés, qui en sont les principes cibles ou victimes.

Dès lors une seule conclusion ou solution s'impose : il faut éradiquer le capitalisme de la surface de la Terre et avancer sur la voie du socialisme, c'est-à-dire la propriété collective des moyens de production et d'échange, pour que chacun puisse s'épanouir individuellement et accéder au bien-être, que tous les peuples vivent en paix, dans une société débarrassée d'un système économique basé uniquement sur les inégalités sociales ou entre les classes, autrement dit reposant sur l'exploitation et de l'oppression à l'origine de tous les maux qui accablent injustement et quotidiennement tous les peuples.

Il n'existe pas d'autres alternatives, passer au socialisme ou subir le joug implacable et cruel du totalitarisme. luttedeflasse.org

France.

Ils osent tout... Macron appelle l'Iran... à capituler !

J-C - Mais personne n'est dupe, tout le monde finit par avoir à l'esprit que ce sont les Etats-Unis et Israël et leurs alliés qui ont agressé militairement l'Iran et non l'inverse. Il faut le répéter sans cesse lors de discussions avec des travailleurs ou jeunes, il faut rétablir ou s'en tenir à la vérité des faits.

Macron appelle l'Iran à « s'engager de bonne foi » dans des négociations - aa.com.tr 25 mars 2026

Macron a indiqué avoir « *rappelé l'absolue nécessité de mettre fin aux attaques inacceptables contre les pays de la région, à préserver les infrastructures énergétiques et civiles et à rétablir la liberté de navigation dans le détroit d'Ormuz* ».

Le président français a également « *appelé l'Iran à s'engager de bonne foi dans des négociations, afin d'ouvrir une voie vers la désescalade et de fournir un cadre permettant de répondre aux attentes de la communauté internationale s'agissant du programme nucléaire et balistique de l'Iran, ainsi que ses activités de déstabilisation régionale* ». aa.com.tr 25 mars 2026

J-C - Il faut être écervelé ou corrompu pour croire Macron sur parole ou croire qu'il pourrait être « *de bonne foi* ».

Il faut l'être également envers Donald Trump qui selon les médias mainstream aurait proposé « *un plan de paix* » à l'Iran, en réalité des propositions assimilables à une capitulation sans condition.

En complément.

Lu. Des bombardiers B-52H ont été repérés en train de traverser l'espace aérien français pour mener des frappes contre l'Iran, alors que le président Macron ne cesse de déclarer que la France ne participe pas au conflit.

En famille. Raison de plus pour l'ignorer !

Mort de Lionel Jospin : Emmanuel Macron annonce qu'un hommage national lui sera rendu jeudi - 20 Minute/AFP 23 mars 2026

En famille. Ils ne manquent pas une occasion pour témoigner leur attachement indéfectible aux institutions antidémocratiques de la Ve République.

J-C – Vous n'avez pas été voté aux élections municipales, vous avez pris la bonne décision.

La preuve, ceux qui se revendiquent de « *gauche* », en viennent à défendre la mission d'une institution qui a pour fonction de veiller au respect ou à l'application à la lettre de la Constitution de la Ve République issue d'un coup d'Etat en 1958 pour le compte des capitalistes. Bref, le Conseil constitutionnel est le garant du bon fonctionnement des institutions de la Ve République, il veille également à ce que la politique du gouvernement ne déroge pas à cette règle sacrée, et qu'aucun citoyen n'y porte atteinte sous peine de sanction pénale, autrement dit, c'est le gendarme suprême du régime.

Voilà ce que défend la « *gauche* », autant dire que fondamentalement rien ne la distingue de la droite.

Richard Ferrand limoge la numéro 2 du Conseil constitutionnel (et ça interpelle juristes et politiques) - HuffPost 24 mars 2026

À gauche, ce limogeage est en tout cas mal reçu. Le député de La France insoumise Ugo Bernalicis rappelle qu'Aurélie Bretonneau est une « *juriste reconnue pour sa rigueur et son indépendance* ». « *Sa mise à l'écart soulève de graves interrogations sur le fonctionnement du Conseil constitutionnel. Au-delà d'un simple désaccord, c'est l'État de droit et l'indépendance de nos institutions qui sont en cause* ».

Pour le député européen écologiste David Cormand, « *c'est un problème d'avoir nommé à la tête de la plus haute instance constitutionnelle de notre pays l'homme d'un clan. C'est par de tels agissements qu'on fragilise de manière décisive nos institutions et notre démocratie* ». Le député Place Publique Aurélien Rousseau dénonce, lui, « *une décision lourde et préoccupante* » prise par ce très proche du chef de l'État. « *Redire ici les immenses qualités, la solidité et la sûreté d'analyse d'Aurélie Bretonneau n'est même plus le sujet. Le sujet c'est la légèreté avec laquelle sont traitées nos institutions et la fragilisation globale qu'on leur fait subir* », assure l'ancien ministre de la Santé sous Élisabeth Borne, devenu proche de Raphaël Glucksmann. HuffPost 24 mars 2026

Danemark.

Au Danemark, la gauche remporte les élections législatives sans obtenir la majorité absolue - franceinfo.fr 25 mars 2026

Les Danois étaient appelés aux urnes, mardi 25 mars, pour renouveler les 179 sièges de leur Parlement, un scrutin crucial pour déterminer qui dirigera le prochain gouvernement. Le bloc de gauche est arrivé en tête avec 84 sièges, contre 77 pour la droite, sans atteindre la majorité absolue.

Au pouvoir depuis 2019, la Première ministre sociale-démocrate Mette Frederiksen voit son parti tomber à 21,9%, son plus faible score depuis 1903. "*Prête à assumer*" un nouveau mandat, elle reconnaît toutefois que les négociations pour former une coalition s'annoncent difficiles.

Les Modérés, parti centriste de l'ancien Premier ministre Lars Lokke Rasmussen (14 sièges), pourraient jouer les arbitres. A droite, les libéraux excluent une alliance avec la gauche. A gauche, le Parti populaire socialiste devient la deuxième force politique (11,6%). L'extrême droite du Parti populaire danois progresse nettement, à environ 9,1%, confirmant sa remontée.

Les quatre sièges du Groenland et des îles Féroé pourraient peser dans l'équilibre final. Aux Féroé, les deux députés sortants sont reconduits. Au Groenland, la sociale-démocrate Naaja Nathanielsen arrive en tête (28,6%), devant le nationaliste Qarsoq Hoegh-Dam (24,6%), partisan d'une indépendance rapide, dans un contexte marqué par les ambitions affichées de Donald Trump sur ce territoire.